

Préparation à la crise de l'IA :

Un plan pour le Canada

L'accélération des développements en IA offre des opportunités importantes, mais les inquiétudes croissantes concernant ses impacts sont les premiers symptômes d'une crise mondiale en gestation. Des laboratoires de premier rang tels que OpenAI et Google DeepMind, ont pour mission de développer des systèmes plus intelligents que les humains, et pourraient réussir en 1 à 3 ans. L'ampleur de leurs effets entraînera probablement des bouleversements généralisés dans l'économie, la géopolitique et presque tous les aspects de la vie des Canadiens. La seule option pour le Canada est une solution mondiale, et il est bien placé pour en prendre le leadership. Ce livre blanc décrit ce que les dirigeants politiques fédéraux doivent entreprendre.

Auteurs

Wyatt Tessari L'Allié (Fondateur, GSIA Canada), avec l'appui de l'équipe et de la communauté d'experts de GSIA

Octobre 2025

Gouvernance et Sécurité de l'IA Canada (GSIA Canada) est un organisme à but non lucratif et non partisan, ainsi qu'une communauté de personnes à travers le pays, œuvrant pour que l'IA avancée soit sécuritaire et bénéfique pour tous. Depuis 2022, GSIA fournit au gouvernement fédéral des politiques prospectives d'[intérêt public](#), et la principale recommandation de ses livres blancs de [2023](#) et [2024](#) a été adoptée.

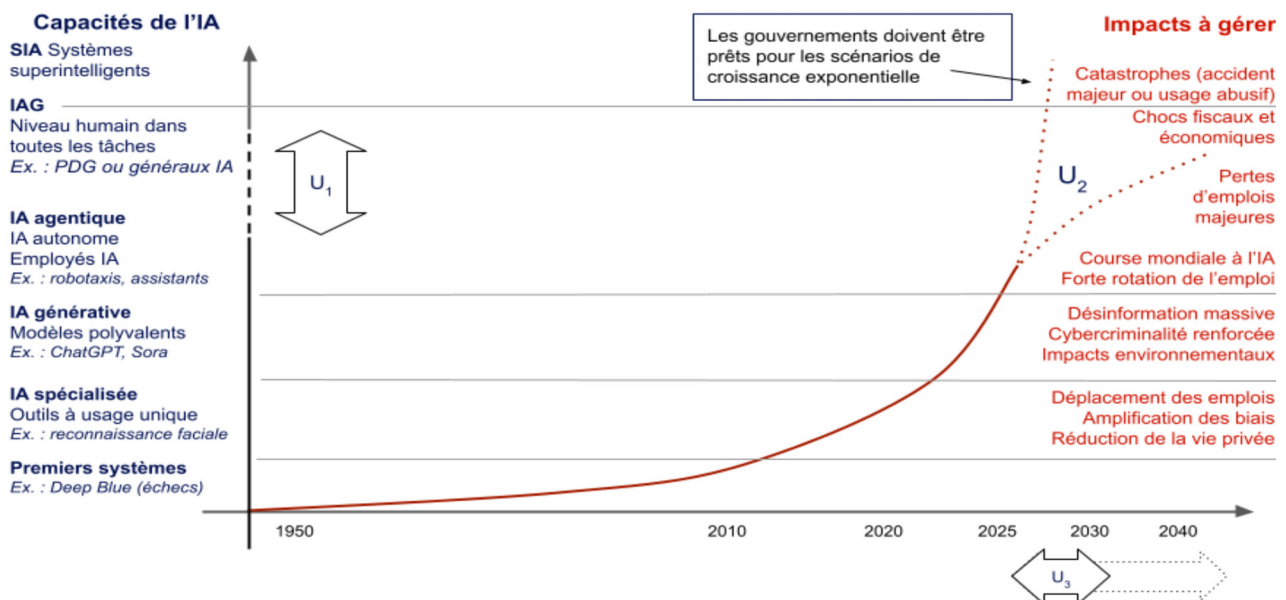
Où se dirige l'IA?

Si les premières générations de systèmes propulsés par l'IA, tels que Chat GPT, les drones et les compagnons numériques, ont impressionné le public et transformé des vies, elles ne représentent néanmoins que le début. Avec l'intelligence humaine qui reste la même et l'intelligence artificielle qui s'améliore de jour en jour, **nous nous dirigeons vers un monde où l'IA pourra nous surpasser dans tous**

les domaines. Cela inclut ceux où nous détenons encore aujourd'hui un net avantage, comme la pensée critique, la direction d'organisations et notre capacité à prendre soin des gens. Avec les avancées en robotique, les tâches physiques ne tarderont pas à suivre. L'intelligence artificielle générale (IAG) est le terme employé dans l'industrie pour désigner les premiers systèmes capables d'égaliser ou de surpasser l'être humain dans le monde réel. Ils seront probablement suivis, peu de temps après, par des systèmes immensément plus intelligents (Superintelligence Artificielle, ou SIA).

L'IAG et la SIA représentent le plein potentiel de l'IA, offrant des opportunités sans précédent dans des domaines tels que la santé et le climat, mais aussi des bouleversements sociaux inédits et des risques de sécurité. Plus particulièrement, l'IAG représente un tournant dans la dynamique entre les humains et l'IA. À mesure que l'IA deviendra plus fiable que nous pour comprendre le monde, accomplir des tâches et prendre des décisions, nous nous en remettrons de plus en plus à elle dans nos affaires personnelles et sociétales. Le présent document se concentre donc sur la période précédant la SIA; au-delà, les recommandations politiques humaines seront moins utiles que celles fournies par des systèmes plus intelligents que nous.

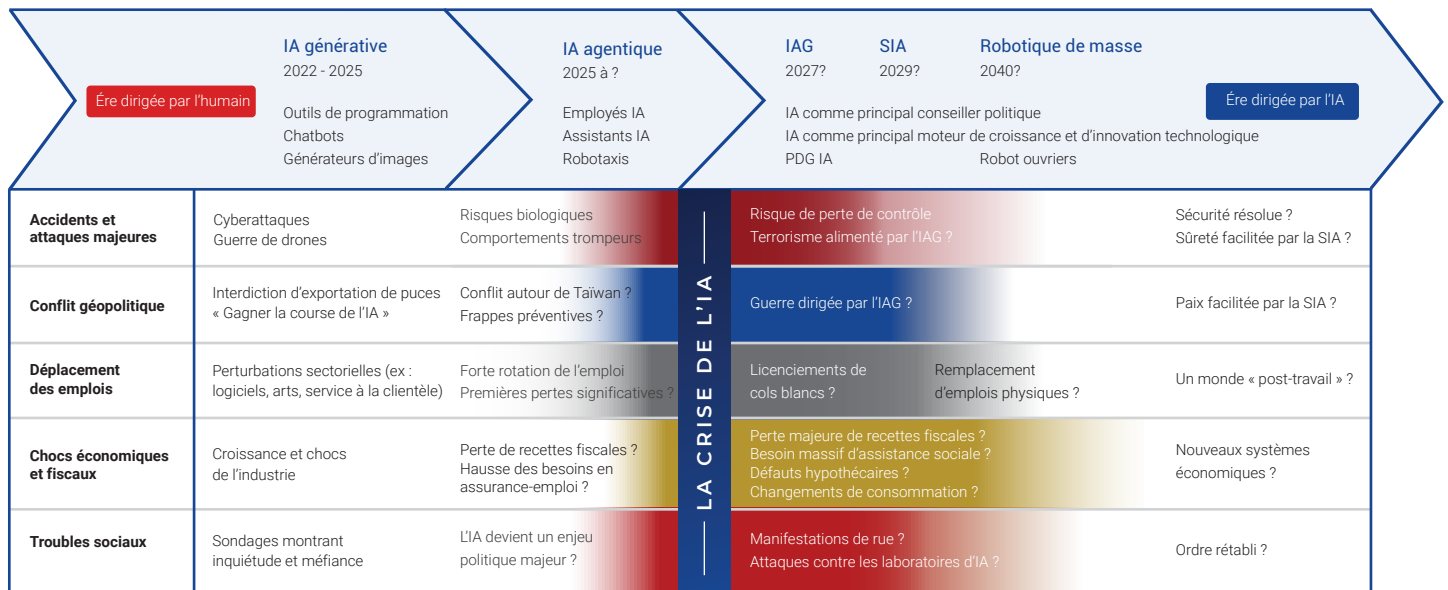
Les avis des experts divergent largement quant au moment où seront construits les premiers systèmes de niveau humain. Les systèmes d'IA actuels **nous surpassent déjà** dans des domaines tels que l'étendue des connaissances, la **persuasion humaine** et la rapidité d'action, et il est difficile de prévoir quelles capacités seront ajoutées ensuite. Toutefois, son potentiel économique et sa faisabilité à court terme poussent de nombreuses entreprises technologiques de premier plan - dont OpenAI, Google DeepMind et Meta - à déclarer que **l'IAG est leur objectif** et que des **échéanciers de 1 à 3 ans sont possibles**. Bien qu'elles puissent se tromper, les **percées récentes** et les **tendances actuelles** donnent du poids à ce scénario. Compte tenu des implications considérables de l'IAG sur la vie humaine, et du fait qu'il n'y aura pas de seconde chance pour s'y préparer, des échéanciers incertains mais potentiellement courts signifient que **les gouvernements doivent lancer les préparatifs dès maintenant.**



GRAPHIQUE 1
Aperçu des capacités et des impact de l'IA au fil du temps

Les principaux domaines d'incertitude sont U_1 : le nombre de percées techniques nécessaires pour atteindre l'IA de niveau humain, et U_2 : le rythme des progrès. Cela détermine U_3 : le temps dont disposent les gouvernements pour se préparer à l'IA plus intelligente que l'humain et à ses vastes implications.

Les éléments d'une crise mondiale de l'IA



TAB 1 Impacts probables à mesure que les capacités de l'IA augmentent: Le calendrier des moments de crise (zones colorées) correspond aux meilleures estimations qui sont susceptibles de changer. D'autres impacts de l'IA (par exemple la désinformation) pourraient également atteindre des niveaux critiques.

Chaque aspect de la vie humaine étant façonné par l'intelligence – le travail, les relations, la santé, la culture, la politique, l'environnement, etc. –, **le développement de l'IAG entraînera probablement des perturbations généralisées**, susceptibles de provoquer des crises qui se chevauchent. Nous en présentons ici certaines parmi les plus marquantes, mais d'autres – comme la désinformation et les hypertrucages perturbant la communication publique – pourraient également atteindre l'ampleur de crises nationales :

- ⊗ **Accidents majeurs et attaques:** Par définition, les systèmes d'IAG seront capables de surpasser les êtres humains dans le monde réel. Si une mauvaise conception ou un accident conduisent un système d'IAG à causer des dommages et à refuser d'être désactivé, rien ne garantit que les gouvernements et les laboratoires puissent en reprendre le contrôle. C'est pourquoi les principaux scientifiques alertent sur [les risques catastrophiques](#). De plus, des attaques terroristes menées à l'aide de l'IAG pourraient être dévastatrices.
- ⊗ **Conflit géopolitique:** L'IAG pourrait gravement perturber [l'équilibre militaire actuel](#). Celui qui parviendra le premier à développer l'IAG et à l'exploiter pour empêcher ses rivaux d'avancer dans leurs propres travaux pourrait bénéficier d'un avantage décisif. Les États feront face à une pression énorme pour freiner les rivaux qui chercheraient à prendre de l'avance.
- ⊗ **Déplacement des emplois:** L'IAG et la robotique avancée seront capables d'effectuer [tout travail économiquement utile mieux que les humains](#). Des impacts systémiques sur l'emploi sont inévitables et certains secteurs sont déjà touchés. Il reste incertain de savoir si l'IAG mènera à un monde « post-travail », et à quelle vitesse les transformations se produiront.
- ⊗ **Chocs économiques et fiscaux:** Une hausse rapide et durable du chômage mettra fortement sous pression les [recettes fédérales de l'impôt sur le revenu](#) tout en créant une demande accrue d'assistance gouvernementale. Elle pourrait également entraîner une augmentation des défauts hypothécaires et de profonds changements dans la consommation, affectant la finance et d'autres secteurs.
- ⊗ **Troubles sociaux:** Bien que l'IAG soit une question mondiale encore peu familière et complexe, lorsque les Canadiens verront leurs emplois actuels disparaître et prendront conscience qu'il n'y aura peut-être jamais de remplacement, ou qu'un incident majeur leur fera réaliser que leur vie est en danger, des troubles sociaux pourraient éclater et les développeurs d'IA pourraient avoir besoin de protection.

Des solutions mondiales à l'action nationale

Faut-il construire l'IAG, ou faut-il en suspendre le développement?

Bien qu'elle offrirait des avantages sans précédent, une IA plus intelligente que l'humain transformerait fondamentalement la vie humaine, et provoquerait probablement de multiples crises tout en faisant peser un risque de perte de contrôle permanent. Ce serait, pour le dire avec retenue, une entreprise extrêmement grave nécessitant une délibération prudente. Chaque être vivant étant concerné, la décision de poursuivre le développement de l'IAG devrait faire l'objet de consultations publiques, scientifiques et internationales robustes.

S'il existe un désir collectif d'aller de l'avant, le monde aurait aussi intérêt à prendre le temps de bien maîtriser la technologie. La construire est au moins aussi complexe techniquement que de bâtir un vaisseau spatial, mais dans le cas de l'IAG, c'est l'ensemble de l'humanité qui sera à bord du premier vol d'essai. Une perte de contrôle permanente est possible dès les premiers systèmes capables, et d'importants impacts sur l'emploi et la géopolitique surviendront probablement avant même ce stade. De plus, la culture actuelle du « move fast and break things » dans le secteur technologique, conjuguée aux manifestations bien documentées de [mégalo manie](#), aux [failles de cybersécurité](#) et aux slogans du type « [Feel the AGI](#) » scandés lors de soirées d'entreprise, suggère que les entreprises les plus susceptibles de développer l'IAG en premier ne sont pas, pour l'heure, dignes de confiance. Cependant, le développement de l'IA est un phénomène mondial et il existe de puissants incitatifs militaires et économiques à aller de l'avant. Cela signifie que les pays qui suspendent unilatéralement leurs efforts seront à la merci de ceux qui ne le font pas, et que des sanctions économiques seules ne suffiront probablement pas à arrêter des acteurs malveillants. Une pause mondiale exigerait des niveaux de coopération, de vérification et d'application sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

Grandes approches pour gouverner le développement de l'IAG

Fondamentalement, la gouvernance de l'IAG est un défi **1)** de coordination humaine et **2)** de compétence technique. Le monde peut-il se mettre d'accord sur ce qu'il faut faire et s'organiser en conséquence, et les technologues peuvent-ils livrer en toute sécurité les systèmes souhaités? Malgré le risque que l'IAG puisse être développée bientôt, la plupart des propositions de gouvernance en sont encore à un stade précoce et expérimental. Nous présentons ici les grandes stratégies couramment évoquées:

- ⊗ **Orienter les actions des laboratoires:** Les États réglementent directement les laboratoires de pointe situés sur leur territoire, ou prennent des participations et des sièges au conseil d'administration dans ceux établis à l'étranger, afin de mieux orienter leurs actions dans l'intérêt public.
- ⊗ **Restructurer le domaine:** Les États mettent en commun leurs ressources dans une entité centrale « un [CERN](#) de l'IAG » qui pourrait obtenir les talents et une puissance de calcul nécessaire pour dominer le domaine, atténuer la compétition mondiale et partager équitablement les bénéfices.
- ⊗ **Distribuer l'IA de pointe et ses avantages:** Donner à toutes les nations un accès simultané aux modèles les plus récents afin de réduire les chances qu'un laboratoire, un pays ou un système d'IAG mal aligné acquiert un avantage décisif. Éviter la concentration de richesses en partageant les retombées économiques de l'IA et en garantissant un accès égal aux services d'IA.
- ⊗ **L'acte décisif du premier entrant:** Le premier laboratoire à développer une IAG de manière sûre lui confie la tâche de gouverner l'IAG. Cela peut prendre la forme d'un « policier de l'IA » chargé de surveiller les autres systèmes d'IA et de protéger contre les systèmes mal alignés, ou de contrer les acteurs humains hors-la-loi (États, laboratoires, individus) qui contreviendraient à un traité mondial.

Des recherches sont urgentement nécessaires pour mieux évaluer ces options et en proposer d'autres. Toutefois, une chose devient évidente : **toute solution responsable pour l'avenir de l'IA passe par un accord mondial.** Ces accords peuvent aller d'une déclaration de principes communs auxquels les laboratoires et les systèmes d'IAG devraient se conformer, à la création d'une agence centrale chargée de la construire ou de la gouverner, en passant par des traités visant à atténuer la course aux armements en matière d'IA et à partager ses bénéfices, jusqu'à des restrictions globalement appliquées sur son développement. Malgré la montée actuelle des tensions géopolitiques, chaque acteur risque de perdre le contrôle de tout système d'IAG qu'il construirait et de se retrouver confronté à la perspective de millions de chômeurs. L'intensité de la crise de l'IA pourrait donc ouvrir des portes à la collaboration que l'on croyait fermées.

La boîte à outils des gouvernements

Ultimement, les [solutions mondiales pour l'IAG devront être portées par les États](#). Bien que l'influence des grandes entreprises technologiques soit en hausse et puisse atteindre un point de bascule avec l'IAG, l'autorité d'agir au nom du public, ainsi que les moyens juridiques et militaires pour le faire, restent entre les mains des gouvernements nationaux. De plus, les organismes internationaux comme les Nations Unies et [leurs initiatives en matière d'IA](#) ne seront efficaces que dans la mesure où les États membres leur en donneront les moyens. Enfin, les gouvernements nationaux sont également et clairement responsables de garantir la préparation de leur pays face aux impacts du développement de l'IAG sur leur territoire. Pour faire progresser les solutions mondiales tout en renforçant la résilience nationale, le Canada dispose d'un certain nombre d'options pratiques, telles que:

- ⊗ **Renforcement des capacités:** Recruter et perfectionner les talents nécessaires à une réponse gouvernementale adéquate, mettre en place des groupes de travail et des comités pour étudier les enjeux et orienter l'action, veiller à ce que les ministères, les partis et les juridictions soient bien informés et capables de se coordonner, mobiliser l'IA existante.
- ⊗ **Politique étrangère:** Organiser et financer des conférences et institutions mondiales consacrées à l'IAG, présenter des propositions de traités opérationnelles, exercer un lobbying auprès d'autres nations et bâtir des alliances, promouvoir la coopération scientifique, soutenir les institutions internationales, appliquer les meilleures pratiques tirées d'autres crises mondiales.
- ⊗ **Politique de sécurité:** Renforcer les cyber défenses des infrastructures critiques, développer les capacités de défense contre l'IA et les drones, préparer les agences de sécurité à la prolifération d'armes NRBC facilitée par l'IA.
- ⊗ **Politique économique:** Garantir une capacité de calcul souveraine, accroître la productivité par une adoption responsable, exiger l'étiquetage de l'IA et des protections de la vie privée, interdire le développement des [capacités inacceptables](#).
- ⊗ **Politique budgétaire:** Préparer la base fiscale à la perturbation des recettes liées à l'emploi et à l'accroissement des besoins d'assistance, explorer un [revenu de base](#), exploiter l'IA pour améliorer la qualité et réduire les coûts des services publics.
- ⊗ **Investissements dans la recherche:** Clarifier la science, les échéanciers et les impacts de l'IAG, et développer les solutions techniques et politiques nécessaires pour atténuer les risques et exploiter les bénéfices.
- ⊗ **Mobilisation du public:** Communiquer clairement et régulièrement la situation aux Canadiens, ainsi que le plan pour y répondre, et mener de consultations approfondies afin que les politiques adoptées reflètent l'intérêt public.

Mesures prises jusqu'à présent

Comme d'autres pays, le gouvernement canadien n'a pas encore réagi au développement de l'IAG. Sa priorité a été de faire progresser la recherche en IA et d'assurer la compétitivité économique. Les initiatives dans ce sens comprenaient la [Stratégie pancanadienne en matière d'IA \(SPCAI\)](#) de 2017, ainsi que des [investissements budgétaires](#) de 2,4 milliards \$ en 2024 pour offrir aux organisations canadiennes un accès à la puissance de calcul en IA et accélérer l'adoption de l'IA. [Cela se poursuit](#) avec l'accent mis par le nouveau gouvernement sur l'exploitation de l'IA pour renforcer la compétitivité du Canada.

Les efforts de gouvernance se sont concentrés sur les systèmes pré-IAG, tels que la [Directive de 2019 sur la prise de décision automatisée](#), le [projet de loi sur l'IA et les données de 2022](#) (qui n'a pas été adopté), et en 2023 le [guide sur l'utilisation gouvernementale](#) et le [code volontaire pour l'industrie](#). Le Canada a également cofondé le [PMIA](#) et approuvé des résolutions au [G7](#), à l'[ONU](#) et sur l'[usage militaire](#). Les mesures les plus prospectives ont été la signature de la [Déclaration de Bletchley](#) et l'affectation de 0,1 milliard \$ des investissements budgétaires de 2024 à l'appui des travailleurs déplacés et à la création d'un [Institut canadien pour la sécurité de l'IA](#) (ICSIA), qui dispose désormais d'un [Groupe consultatif sur l'IA sécuritaire et sûre](#).

Plus prometteur encore, le nouveau gouvernement fédéral a créé un [ministère de l'IA](#) et un [Groupe de travail](#), élargissant sa capacité d'action et signalant une nouvelle prise au sérieux de la technologie. Il a également financé le [projet d'alignement de l'IA](#) de l'AIISI britannique et rencontré [des scientifiques](#), ce qui suggère que les préoccupations en matière de sécurité sont prises en compte. En bref, si le Canada n'a pas encore élaboré de réponse à l'IAG, le nouveau gouvernement fédéral est bien placé pour le faire.

L'occasion pour le Canada de prendre les devants

Nous devons faire des choses que nous n'avions jamais imaginées auparavant, à des vitesses que nous ne pensions pas possibles.

Premier ministre Mark Carney, 2025



À l'instar des crises précédentes, il n'y a actuellement « aucun adulte dans la pièce », aucun système mondial de suivi et de responsabilité garantissant que le développement de l'IA soit sûr et bénéfique pour tous. Au contraire, le développement de l'IA ressemble aujourd'hui au Far West, les grandes entreprises technologiques américaines et chinoises menant une [course mondiale](#) pour lancer la prochaine percée et en récolter les bénéfices, tout en faisant [pression sur les gouvernements pour limiter les réglementations](#). Une confiance aveugle dans la technologie prévaut, et rares sont ceux qui posent la question : « Où cela nous mène-t-il ? »

Les gouvernements et les instances internationales ont, pour l'essentiel, répondu par une prolifération de demi-mesures – des lois difficiles à appliquer, des codes volontaires facilement ignorés – centrées sur les technologies IA d'hier. Les rares initiatives prospectives, comme les audits de modèles de pointe par l'[AI Security Institute](#) britannique ou les exigences du chapitre 5 de la [loi européenne sur l'intelligence artificielle](#), ne constituent au mieux qu'une solution partielle. Pendant ce temps, la série des [sommets mondiaux sur la sécurité de l'IA](#) a été rebaptisée cette année « [Sommet pour l'action sur l'IA](#) », pour mettre l'accent sur les opportunités économiques, reléguant le [Rapport international sur la sûreté de l'IA](#) à un événement secondaire. Bien que des dirigeants tels que [JD Vance](#) et [Ursula von der Leyen](#) aient exprimé ouvertement leurs inquiétudes concernant l'IA et la brièveté des échéanciers, personne n'a présenté de plan sérieux.

Cela ouvre une fenêtre d'opportunité pour le Canada. Comme d'autres nations, notre réponse jusqu'ici n'a pas pris en compte l'IA. Et, comme eux, nous ne pouvons pas protéger seuls nos citoyens contre ses risques, ce qui fait d'une solution mondiale notre seule option. Mais contrairement à beaucoup d'autres pays, le Canada est exceptionnellement stable et instruit, ce qui le rend particulièrement bien placé pour piloter des consultations publiques approfondies. Nous disposons de talents de premier plan en IA, capables de faire progresser les solutions techniques et politiques dont nous avons un besoin urgent. Notre bonne réputation internationale, combinée au fait que nous ne construiront probablement pas l'IA en premier, fait de nous un médiateur neutre idéal. Notre nouveau gouvernement s'est doté de talents ambitieux, incluant un tout premier ministre de l'IA qui prend déjà des mesures pour renforcer notre stratégie nationale. Et notre nouveau Premier ministre, qui dispose d'un vaste réseau international et d'une grande expérience dans la gestion des crises financières, COVID et climatiques, est probablement le dirigeant national le mieux placé au monde pour mener une réponse mondiale à l'IA.

Nous faisons donc face à un choix : nous pouvons imiter les autres nations dans la course mondiale à l'IA, et supposer qu'il ne nous appartient pas d'assumer la responsabilité de l'ensemble. Nous pouvons nous dire que, puisque les États-Unis et la Chine ne s'engageront sans doute pas dans un accord mondial, il ne servirait à rien d'essayer. Nous pouvons attendre que les crises éclatent et constater, une fois l'IA construite, qu'il est trop tard pour réagir de manière significative. Ou bien nous pouvons agir maintenant, et agir vite. Nous pouvons reconnaître que chaque pays devra affronter la réalité de millions de travailleurs sans emploi, et risque de perdre le contrôle de tout système d'IA qu'il mettra en place. Et nous pouvons concentrer notre attention et nos ressources sur la réussite d'une technologie qui transformera durablement la vie, la sécurité et la prospérité des Canadiens.

Pour surmonter la crise de l'IA et garantir un avenir bénéfique pour tous, les gouvernements et les laboratoires devront présenter un plan d'action suffisamment ambitieux pour surmonter les forces mondiales qui nous entraînent vers le précipice. Une telle démarche est essentielle pour maintenir la confiance du public, la sécurité des développeurs d'IA et la stabilité géopolitique. Dans cette crise mondiale,

la meilleure contribution du Canada est son leadership : lever la main et fournir un point de ralliement, anticiper l'avenir alors que les autres ont la tête dans le présent, donner l'exemple en renforçant la résilience chez nous et, surtout, apporter la vision et la détermination nécessaires pour surmonter les obstacles et commencer à façonner un récit mondial selon lequel Homo sapiens n'a pas dit son dernier mot. Il nous reste peut-être moins de 18 mois pour mettre en place des solutions mondiales. Mettons-nous au travail.

Préparation à la crise de l'IA : un plan pour le Canada

L'accélération du développement de l'IA offre des opportunités importantes, mais les préoccupations liées à ses impacts sur l'emploi, l'éducation, les relations, la culture, la désinformation, la vie privée, la cybercriminalité et la guerre ne cessent de croître et constituent les premiers symptômes d'une crise mondiale en gestation. Des laboratoires d'IA de premier plan tels qu'[OpenAI](#) et [Google DeepMind](#) travaillent au développement de l'IAG ([Intelligence artificielle générale](#)), et pourraient réussir [en 1 à 3 ans](#). Une IA plus intelligente que l'humain bouleverserait presque tous les aspects de la vie des Canadiens, et les scientifiques mettent en garde contre un risque de [perte de contrôle](#) permanent. Son développement est susceptible de provoquer une série de crises mondiales, notamment de graves accidents, des conflits géopolitiques, des pertes d'emplois systémiques, des chocs économiques et fiscaux ainsi que des troubles sociaux. La seule option du Canada est de miser sur une solution mondiale, et il est bien placé pour en prendre le leadership. Pour saisir cette opportunité et préparer le Canada à la crise de l'IA, le gouvernement fédéral devrait concentrer ses efforts sur les quatre actions suivantes d'ici le troisième trimestre de 2026 :

1 Prioriser la crise de l'IA

- Établir un comité permanent sur l'IAG, présidée par le premier ministre
- Impliquer les ministres clés, les chefs de l'opposition et les premiers ministres provinciaux
- Réévaluer les priorités des dossiers et projets susceptibles d'être fortement perturbés par l'IAG

Justification: Les gouvernements disposent peut-être de moins de 18 mois pour encadrer une technologie qui transformera durablement tous les autres aspects de la vie humaine. Comme lors de la COVID en 2020, il existe des moments où la décision responsable à prendre est de concentrer les plus hauts responsables sur la crise en cours et de réévaluer en conséquence la priorité des autres dossiers. Étant donné son ampleur, le succès exigera une coordination entre le cabinet, les partis et les juridictions.

2 Mener la réponse mondiale

- Lancer rapidement des discussions internationales sur l'IAG et organiser un sommet d'ici le début de 2026
- Fonder les débats sur les dernières avancées scientifiques et sur des consultations publiques
- Investir dans la recherche pour faire progresser les solutions de gouvernance

Justification: Les accords internationaux seront essentiels pour réduire les conflits, accroître la sécurité et garantir que les bénéfices de l'IA soient largement partagés. L'ordre du jour doit inclure la question de savoir s'il faut tenter une pause mondiale ou une initiative de type « CERN pour l'IAG », ainsi que la manière d'éviter les scénarios où le vainqueur remporte tout. En tant que médiateur neutre disposant d'un nouveau premier ministre expérimenté dans la gestion de crises mondiales, le Canada est particulièrement bien placé pour mener de telles discussions. Cela constitue la meilleure opportunité du gouvernement pour s'assurer que l'IA soit sûre et bénéfique pour tous.

3 Renforcer la résilience du Canada

- **Économique :** Développer une capacité de calcul souveraine, diversifier les chaînes d'approvisionnement, mobiliser l'IA existante
- **Finances publiques :** Se préparer à la perte des revenus fiscaux liés à l'emploi et à l'augmentation des besoins d'assistance
- **Sécurité :** Renforcer les infrastructures critiques et la capacité de la défense en IA
- **Société :** Exiger l'étiquetage du contenu IA, interdire les capacités inacceptables

Justification: Même si l'action domestique seule ne peut protéger les Canadiens, beaucoup peut et doit être fait pour atténuer les impacts secondaires – tels que des cyberattaques alimentées par l'IA sur des infrastructures critiques, des perturbations des chaînes d'approvisionnement dues à des accidents ou à des conflits, des chocs fiscaux liés à des pertes d'emplois prolongées, et la perte d'accès à des capacités de calcul étrangères. En prenant l'initiative au niveau national, le Canada sera mieux placé pour naviguer la crise de l'IA et négocier à partir d'une position de force. De plus, le ministre de l'IA a déjà pris l'initiative pour certaines de ces mesures.

4 Lancer un dialogue national sur l'IA

- Organiser des consultations publiques à l'échelle nationale pour informer et consulter la population sur les décisions fondamentales concernant l'IAG
- Utiliser les résultats pour éclairer les décisions de politique intérieure et étrangère

Justification: Même si les risques pour la sécurité sont maîtrisés et que les bénéfices sont partagés, l'IAG transformera fondamentalement la vie des gens. Gérer cette transition et veiller à ce qu'elle reflète la volonté des Canadiens prendra du temps et doit commencer tôt. Grâce à sa stabilité relative, à sa population instruite et à son solide écosystème en IA, le Canada est bien placé pour piloter une telle conversation.